



Initiative cleantech : le Conseil fédéral pose les bons jalons

Hier, le Conseil fédéral a recommandé le rejet de l'initiative cleantech du PS sans contre-projet. Cette décision ne représente pas un rejet des cleantech et de leur potentiel de croissance pour l'ensemble de l'économie, mais plutôt un signal contre une politique de subvention inadéquate proposée par le PS.

Le cleantech revêt une grande importance pour l'ensemble de l'économie. L'initiative du PS ne vise en revanche que quelques entreprises et crée de fait une nouvelle branche subventionnée. L'exemple de l'Allemagne montre où une telle politique mènerait. Actuellement, l'industrie solaire allemande, hautement subventionnée, communique une mauvaise nouvelle après l'autre. Des fabricants comme [étude réalisée par l'EPFZ pour economiesuisse](#). Un encouragement de l'Etat, tel que celui prévu par l'initiative du PS, serait au contraire contre-productif. Si l'on s'appuie sur le marché par des subventions publiques, il y aura, tôt ou tard, un retour de manivelle. En effet, les entreprises encouragées ne produisent pas pour répondre à la demande du marché, mais en fonction d'objectifs politiques et de la disponibilité des ressources étatiques.

Il est important que le Parlement lance également un signal clair et s'engage en faveur du cleantech, sans se laisser abuser par le projet du PS.